

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche  
3 avenue des Langories  
26 000 VALENCE

Valence, le 6 mai 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/03/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **Société GERFLOR S.A.S**

ZI du Bois des Lots  
B.P. 6  
26130 ST PAUL TROIS CHATEAUX

Référence : 20220505-RAP-DAEN0357

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/03/2022 dans l'établissement GERFLOR S.A.S implanté ZI du Bois des Lots B.P. 6 26 130 ST PAUL TROIS CHATEAUX. L'inspection a été annoncée le 08/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre d'une campagne régionale relative à la prévention du risque incendie dans les installations classées relevant du régime de l'autorisation ou de l'enregistrement.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GERFLOR S.A.S
- ZI du Bois des Lots B.P. 6 26130 ST PAUL TROIS CHATEAUX
- Code AIOT dans GUN : 0010300083
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Le groupe GERFLOR est spécialiste et leader mondial dans la fabrication de sols souples PVC pour les professionnels et les particuliers.

L'entrepôt est dédié au stockage des produits fabriqués sur le même établissement de SAINT-PAUL-TROIS-CHATEAUX. Environ 800 à 850 personnes travaillent sur le site, dont 400 en zone de production et 100 sur la partie dépôt.

L'entrepôt fait l'objet d'une autorisation distincte de la partie usine. Les installations d'entreposage sont encadrées par l'arrêté préfectoral du n°03-4841 du 24/10/2003, modifié par l'arrêté n°07-6143 du 10/12/2007, ainsi que par l'arrêté ministériel du 11/04/2017.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- situation administrative,
- prévention du risque incendie.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant peu la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Point n°2 : État des matières stockées – 1	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4	/	Sans objet
Point n°3 : État des matières stockées – 2	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4	/	Sans objet
Point n°5 : Moyens de lutte contre l'incendie – 1	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13	/	Sans objet
Point n°6 : Moyens de lutte contre l'incendie – 2	Arrêté Préfectoral du 24/10/2003, article 6.4	/	Sans objet
Point n°7 : Maintenance et test des moyens de lutte	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 22	/	Sans objet
Point n°8 : Prévention du risque pollution par les eaux extinction	Arrêté Préfectoral du 24/10/2003, article 7.16	/	Sans objet
Point n°10 : Compartimentage	Arrêté Préfectoral du 24/10/2003, article 7.6	/	Sans objet
Point n°11 : Plan de défense incendie – POI	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 23	/	Sans objet
Point n°13 : Vérification foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Point n°1 : Liste des ICPE autorisées	Arrêté Préfectoral du 24/10/2003, article 1	/	Sans objet
Point n°4 : Etude des effets thermiques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII	/	Sans objet
Point n°9 : Prévention du risque pollution par les eaux extinction	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 11	/	Sans objet
Point n°12 : Installation des dispositifs de protection foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20	/	Sans objet
Point n°14 : Documentation foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 22	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite réalisée a permis de mettre en évidence des conditions globalement satisfaisantes d'exploitation des installations d'entreposage.

Néanmoins, la visite a mis en évidence certaines non-conformités qu'il convient de corriger dans les meilleurs délais, ainsi qu'une attention particulière à porter sur la levée des observations soulevées sur les rapports de contrôles périodiques en lien avec la prévention du risque incendie.

## 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** Point n°1 : Liste des ICPE autorisées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/10/2003, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Nomenclature
<b>Prescription contrôlée :</b> Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas de modification de la situation administrative à signaler par rapport à celle fixée à l'article 1 point 1 de l'arrêté préfectoral (tableau de classement joint en annexe 1 de l'arrêté), en tenant compte des déclarations de modifications réalisées.  <u>Rubrique 1510</u> : volume de 215 000 m <sup>3</sup> (non modifié), sous la rubrique 1510-2 b), régime d'enregistrement.  <u>Rubrique 2920</u> : rubrique caduque.  <u>Rubrique 1185</u> : Le site comporte des installations frigorifiques ou climatiques contenant des gaz à effet de serre fluorés (fluide frigorigène), mais en quantité inférieure à 300 kg. L'installation est ainsi non-classée sous la rubrique 1185-2 a).  <u>Rubriques 1412 / 1414</u> : Par courrier du 3 avril 2017, l'exploitant a signalé la mise à l'arrêt de l'installation, avec un démantèlement des installations de stockage et de remplissage de GPL en mars 2017. Le bénéfice des droits acquis sous la rubrique 47148-2 avait été accordé par courrier préfectoral du 13 juin 2013 (pour 10 t). Lors de la visite, l'inspection a constaté que les installations avaient bien été retirées.  <u>Rubrique 2925</u> : Par courrier du 24 août 2015, l'exploitant avait informé le préfet de l'augmentation de la capacité de charge d'accumulateurs (puissance portée à 335 kW, contre 54 kW autorisée initialement).  Après la visite, il a été précisé que la puissance des installations de charge des batteries de type plomb relevant de la rubrique 2925-1 était de 285 kW (inférieure à 335 kW) et que la puissance de charge des batteries de type lithium ion (sans dégagement d'hydrogène) était de 48 kW (seuil de la déclaration à 600 kW).  Le tableau de classement ICPE du site pourra faire l'objet d'une actualisation. En résumé les activités relèvent désormais du régime de l'enregistrement sous la rubrique 1510-2 b) et du régime de la déclaration sous la rubrique 2925-1.  Les règles de <u>procédure</u> applicables pour ce qui concerne le suivi du site restent celles du régime d'autorisation (pour les modifications ou la cessation d'activité par exemple).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite administrative
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Point n°2 : État des matières stockées – 1**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Action Coup de Poing
<b>Prescription contrôlée :</b> I. - Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.  Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :  1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.  Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.  Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.  2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin. (...)
<b>Constats :</b> L'exploitant a une bonne connaissance de la nature des stockages dans les différentes cellules et les taux de remplissage sont globalement importants tout au long de l'année.  L'exploitant ne dispose toutefois pas d'un inventaire ou état des matières pouvant être présenté pour répondre aux objectifs fixés par l'arrêté ministériel (répondre aux besoins de la gestion d'un événement accidentel et aux besoins de l'information du public).  L'exploitant n'a pas connaissance des tonnages par cellule.  Une réflexion est lancée pour savoir comment répondre au mieux à l'obligation réglementaire. Compte-tenu de la nature des stockages de produits combustibles et de l'absence de stockage de matières dangereuses (présence marginale pour la maintenance des installations), un état simplifié est attendu.  Les stockages des produits fabriqués correspondent en majorité à des rouleaux de différents diamètres et longueurs.
<b>Non-conformité n°1 :</b> L'exploitant ne dispose pas d'un état des matières stockées permettant de répondre aux objectifs fixés par le point 1.4 de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 (dispositions nouvelles applicables depuis le 1 <sup>er</sup> janvier 2022).
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites administratives
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Point n°3 : État des matières stockées – 2**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Action Coup de Poing
<b>Prescription contrôlée :</b> (...) L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.  Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.  Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.  L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.  L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées. Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.
<b>Constats :</b> Compte-tenu de ce qui précède au point de contrôle n°2, l'exploitant ne répond pas aux conditions fixées par l'arrêté ministériel pour ce qui concerne la disponibilité et la mise à jour de l'état des matières stockées.  Cet état des matières doit de plus être accompagné d'un plan précisant la localisation et la nature des stockages dans les différentes cellules.  <b>Non-conformité n°2 :</b> L'exploitant ne dispose pas d'un état des matières stockées mis à jour de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, avec un recalage périodique a minima annuel (inventaire physique), contrairement aux dispositions prévues par le point 1.4 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites administratives
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Point n°4 : Étude des effets thermiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Effets thermiques
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation (...) une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/m <sup>2</sup> . Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS "Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle.  Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, aux dossiers de déclaration, enregistrement ou autorisation.
<b>Constats :</b> L'exploitant a été sensibilisé lors de la visite d'inspection sur l'échéance du 1 <sup>er</sup> janvier 2023 pour la réalisation d'une étude visant à déterminer les distances en cas d'incendie correspondant à des effets thermiques de 8 kW/m <sup>2</sup> .
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite administrative
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Point n°5 : Moyens de lutte contre l'incendie – 1**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Action Coup de Poing
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que : <ul style="list-style-type: none"> <li>a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;</li> <li>b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours.</li> </ul> </li> </ul> <p>Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.</p> <p>L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;</li> <li>- de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ;</li> </ul> <p>(...)</p> <p>Le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (...)</p> <p>En ce qui concerne les points d'eau alimentés par un réseau privé, l'exploitant joint au dossier prévu du point 1.2 de la présente annexe la justification de la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau, au plus tard trois mois après la mise en service de l'installation.</p> <p>(...)</p> <p>L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.</p> <p>(...)</p> <p>Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe.</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site dispose d'extincteurs et de RIA répartis à l'intérieur de l'entrepôt. Les RIA sont bien disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents selon le plan de localisation des moyens joint au POI de l'établissement.</p> <p>L'entrepôt ne dispose pas d'installation d'extinction automatique.</p> <p>L'exploitant ne dispose pas d'un justificatif de dimensionnement des besoins en eau selon le document technique D9 (version 2001 applicable aux installations existantes).</p> <p><b>Observation n°1 : L'exploitant transmettra le débit et la quantité d'eau nécessaires pour assurer la défense contre l'incendie en application de la règle technique D9 version 2001.</b></p> <p>L'entrepôt dispose de 5 poteaux d'incendie implantés autour du dépôt (PI 74, PI 78, PI 79, PI 80 et PI n°157 ajouté plus récemment).</p> <p>L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 m d'un PI et ces derniers sont distants entre eux de moins de 150 m.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites administratives
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**Nom du point de contrôle :** Point n°6 : Moyens de lutte contre l'incendie – 2

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/10/2003, article 6.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Action Coup de Poing
<b>Prescription contrôlée :</b> L'entrepôt doit être doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :  - de quatre appareils d'incendie (bouches, poteaux, ...) publics ou privés dont un implanté à 100 mètres au plus du risque. Ce réseau d'eau, public ou privé, doit permettre de fournir en toutes circonstances 240 m <sup>3</sup> /h sous 3 bars pendant au moins 2 heures ; (...) L'exploitant doit justifier à Monsieur le préfet de la Drôme de la disponibilité effective des débits d'eau. Dans le cas d'une ressource en eau incendie extérieure à l'établissement, l'exploitant s'assurera de sa disponibilité opérationnelle permanente.  En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie ou de rideaux d'eau, ceux-ci doivent être conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux normes en vigueur. En particulier les rideaux d'eau déluge visés au point 7.6 devront pouvoir assurer un débit de 15 l/m/mn pendant 2 heures au moins. Leur alimentation sera assurée sans préjudice du débit nécessaire à l'alimentation des poteaux incendie susmentionnés. A défaut, une réserve d'eau spécifique de 120 m <sup>3</sup> sera constituée.
<b>Constats :</b> Comme mentionné au point précédent, la partie dépôt dispose de cinq poteaux d'incendie.  L'exploitant a indiqué qu'il réalisera un test des poteaux d'incendie en simultané afin de justifier de la disponibilité du débit minimal fixé par l'arrêté (tests réalisés régulièrement de manière unitaire).  <b>Observation n°2 :</b> L'exploitant transmettra les résultats des prochains tests réalisés sur les cinq poteaux d'incendie implantés autour de l'entrepôt (tests unitaires et en simultané), permettant de justifier de la disponibilité d'un débit minimal de 240 m <sup>3</sup> /h sous 1 bar pendant 2 heures (débit qui sera à comparer au résultat du dimensionnement selon la D9).  <b>Observation n°3 :</b> La prescription d'une pression de 3 bars pour les moyens en eau pour la défense incendie n'apparaît pas justifiée et pourra faire l'objet d'une modification à l'occasion d'un prochain arrêté préfectoral complémentaire.  <b>Observation n°4 :</b> L'inspection invite l'exploitant à faire enregistrer les poteaux d'incendie du site auprès du SDIS 26 si cela n'a pas été réalisé.  Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence des rideaux d'eau de type déluge permettant d'assurer la séparation des cellules D0 et D1, ainsi que la séparation complémentaire entre D1 et D2, en application de l'article 7.6 modifié.  L'alimentation des RIA et des rideaux d'eau est indépendante de l'alimentation des poteaux d'incendie (deux réseaux).  <b>Observation n°5 :</b> L'exploitant justifiera que les rideaux d'eau de type déluge sont alimentés à un débit minimal de 15 litres par minute par mètre linéaire.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites administratives
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Point n°7 : Maintenance et test des moyens de lutte

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 22
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Action Coup de Poing
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.  L'exploitant définit les mesures nécessaires pour réduire le risque d'apparition d'un incendie durant la période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie.  Dans les périodes et les zones concernées par l'indisponibilité du système d'extinction automatique d'incendie, du personnel formé aux tâches de sécurité incendie est présent en permanence. Les autres moyens d'extinction sont renforcés, tenus prêts à l'emploi. L'exploitant définit les autres mesures qu'il juge nécessaires pour lutter contre l'incendie et évacuer les personnes présentes, afin de s'adapter aux risques et aux enjeux de l'installation.  L'exploitant inclut les mesures précisées ci-dessus au plan de défense incendie défini au point 23.
<b>Constats :</b> À l'occasion de la visite d'inspection, les rapports de contrôle suivants ont été sollicités : <ul style="list-style-type: none"><li>* Extincteurs,</li><li>* RIA,</li><li>* Sprinklage / déluge,</li><li>* Détection incendie et alarmes (+SSI),</li><li>* Désenfumage</li><li>* Portes coupe-feu</li><li>* Installations électriques</li></ul>
<b>Observation n°6 :</b> L'exploitant justifiera de la levée des écarts/observations de niveaux 1, 2 et 3 (immédiat, urgent et normal), du rapport de maintenance annuelle 2021 « Global Fire Protection Services ». Ce rapport est commun à l'entrepôt et à l'usine.
<b>Observation n°7 :</b> L'exploitant justifiera du remplacement des RIA n°15 et 39.
<b>Observation n°8 :</b> L'exploitant transmettra le rapport de contrôle 2022 des installations électriques après réception.
<b>Observation n°9 :</b> L'exploitant justifiera de la levée des observations du rapport de contrôle 2021 de la détection incendie (rapport Chubb).
<b>Non-conformité n°3 :</b> Plusieurs portes coupe-feu du dépôt nécessitent des réparations visant à assurer le bon fonctionnement du compartimentage. L'exploitant a bien identifié cette problématique et a programmé des actions correctives en 2022. L'exploitant transmettra d'ici fin juin les justificatifs de réalisation des actions correctives planifiées en phases 1 et 2 de son plan, ainsi que les justificatifs de programmation des actions prévues en phase 3.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites administratives
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Point n°8 : Prévention du risque pollution par les eaux extinction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/10/2003, article 7.16
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Action Coup de Poing
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux issues d'un éventuel incendie dans l'entrepôt sont dirigées vers le bassin de rétention extérieur qui dispose d'un volume de 800 m <sup>3</sup> .  En outre, les descentes d'eaux pluviales en PVC internes à l'entrepôt seront remplacées sur une hauteur de 3 mètres minimum par des descentes en fonte de façon à éviter, en cas d'incendie, la dispersion des eaux d'extinction dans le réseau d'eaux pluviales.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté les modalités de confinement des eaux d'extinction au niveau des quais situés devant les cellules « D0, D1 et D2 », avec la nécessité de manœuvrer des vannes guillottes manuellement (consigne dans le POI).  L'exploitant estime que le volume disponible est largement supérieur à 800 m <sup>3</sup> , mais n'a pu présenter un justificatif.
<b>Observation n°10 :</b> L'exploitant transmettra un justificatif du volume de rétention pouvant être apporté par les quais pour la rétention des eaux d'extinction (relevé géomètre par exemple).
<b>Observation n°11 :</b> L'exploitant devra justifier du cheminement et de la rétention des eaux d'extinction en cas d'incendie dans les cellules D3, D4 ou D5 (présence de deux grilles de collecte des eaux devant le dépôt 3, dont le devenir n'a pas pu être expliqué).  Point non vérifié : protection des descentes d'eaux pluviales dans les cellules pour prévenir la dispersion des eaux d'extinction dans le réseau des eaux pluviales.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites administratives
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Point n°9 : Prévention du risque pollution par les eaux extinction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 11
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Action Coup de Poing
<b>Prescription contrôlée :</b> Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes aux cellules de stockage. (...)
<b>Constats :</b> Les dispositions ont globalement été contrôlées au point de contrôle précédent. À noter que le document technique D9A relatif au dimensionnement de la rétention des eaux d'extinction n'est pas applicable au site (antériorité).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite administrative
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Point n°10 : Compartimentage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/10/2003, article 7.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des effets domino
<b>Prescription contrôlée :</b> L'entrepôt doit être compartimenté en cellules de stockage afin de limiter la quantité de matières combustibles en feu lors d'un incendie.  Ce compartimentage doit permettre de prévenir la propagation d'un incendie d'une cellule de stockage à l'autre  Pour atteindre cet objectif, les parois qui séparent les cellules doivent être des murs coupe-feu de degré 2 heures. Les percements et les ouvertures effectués dans les murs ou parois séparatifs sont munis de dispositifs assurant un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces murs ou parois séparatifs.  Les portes communicantes entre les cellules doivent être coupe-feu de degré 2 heures et munies d'un dispositif de fermeture automatique asservi à la détection automatique d'incendie. Elles devront également être manœuvrables manuellement en cas de défaillance. La fermeture des portes coupe-feu ne doit pas être gênée par des obstacles. Au plus tard au 1er juillet 2008, l'entrepôt sera compartimenté en 6 cellules de stockage (D0, D1, D2, D3, D4, D5), d'une superficie unitaire égale à celles qui figurent dans l'étude NORISKO Environnement de janvier 2007.  Par dérogation aux paragraphes ci-dessus la séparation entre D0 et D1 ainsi que le complément de séparation à implanter entre D1 et D2, pourront être réalisés par des rideaux d'eau déluge.  Dans ce dernier cas l'exploitant devra s'assurer de toujours avoir à disposition le débit d'eau nécessaire au fonctionnement de ces rideaux , de plus ce débit ne devra en rien diminuer le débit disponible pour la défense incendie du site à savoir 240 m³/h sous 3 bars pendant une durée de 2 heures .
<b>Constats :</b> Le compartimentage du site a été vérifié.  Des actions correctives sont en cours au niveau des portes coupe-feu pour assurer l'efficacité de ce dernier.  Le compartimentage entre les cellules D0 et D1 d'une part, puis les cellules D1 et D2 d'autre part, est assuré par des rideaux d'eau de type déluge (présence constatée lors de la visite).  À noter qu'un rideau d'eau est situé au-dessus d'un rack de stockage et non entre deux rangées de racks. Il conviendrait de justifier de l'efficacité de ce positionnement.
<b>Observation n°12 :</b> L'exploitant justifiera de l'efficacité de la prévention des effets domino entre les cellules D0 et D1, assurée par un rideau d'eau de type déluge (avis tiers compétent), du fait de son positionnement au-dessus d'une rangée de rack de stockage et non entre deux racks de stockage comme observé sur la deuxième partie du site concernée.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites administratives
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Point n°11 : Plan de défense incendie – POI**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 23
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Organisation en cas d'urgence
<b>Prescription contrôlée :</b> « Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.  « L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1er janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs. » (...) Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan d'opération interne s'il existe. Il est tenu à jour. (...) Lorsqu'il existe un plan d'opération interne pris en application de l'article R. 181-54 du code de l'environnement, ce plan comporte également : - les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident ; - les modalités prévisionnelles permettant d'assurer la continuité d'approvisionnement en eau en cas de prolongation de l'incendie au-delà de 2 heures ; Ces modalités peuvent s'appuyer sur l'utilisation des moyens propres au site, y compris par recyclage ou d'autres moyens privés ou publics. Le cas échéant, les modalités d'utilisation et d'information du ou des gestionnaires sont précisées. Dans le cas d'un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, l'absence de stockage de produits dangereux ou corrosifs dans la zone concernée par l'incendie devra être vérifiée. Le recyclage devra respecter les conditions techniques au point 13 de la présente annexe.  Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'un plan d'opération interne (POI) dont la dernière version a été mise à jour en avril 2021.
<b>Observation n°13 :</b> L'exploitant transmettra une version papier et informatique de son POI à l'inspection des installations classées. Il conviendra de s'assurer au préalable que ce dernier réponde au contenu fixé par le point 23 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites administratives
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Point n°12 : Installation des dispositifs de protection foudre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Foudre
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des installations autorisées à partir du 24 août 2008, pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en oeuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.
<b>Constats :</b> L'exploitant a justifié de la définition et de la mise en œuvre des dispositifs de protection foudre selon le référentiel en vigueur.  * ARF : rapport du 21/01/2010 (ALTUSIA). * ET foudre : 05/11/2010 (ALTUSIA). * Notice de vérification et de maintenance : dernière version du 11/12/2014. * Réception des installations après installation : 03/12/2014 (France Protection Foudre).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite administrative
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Point n°13 : Vérification foudre**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Foudre
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3, version de décembre 2006. Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis les derniers rapports de contrôle réalisés en 2020 et 2021.  Le site dispose de 4 compteurs d'impact foudre dont 2 présentent 2 impacts. En 2020, un contrôle complémentaire a été réalisé à la suite de 2 impacts, dans le mois qui a suivi ces derniers.  Le dernier rapport de contrôle, réalisé en 2021, fait état de 6 non-conformités et 7 observations.  <b>Observation n°14 :</b> L'exploitant transmettra un justificatif de levée des observations figurant sur le rapport de contrôle des installations de protection foudre 2021, ou uniquement une copie du rapport de contrôle 2022 si ce dernier ne relève pas d'écart.  <b>Observation n°15 :</b> L'exploitant doit justifier qu'il est en mesure de programmer une vérification des installations de protection foudre par un organisme compétent dans un délai maximum d'un mois suivant un impact (relevés réguliers des compteurs foudre avec une traçabilité, ou information précise sur l'activité orageuse avec une procédure associée, ...).
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites administratives
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Point n°14 : Documentation foudre**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 22
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Foudre
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.
<b>Constats :</b> L'exploitant a été en mesure de présenter l'ensemble des documents visés par l'article 22 de l'arrêté ministériel (section foudre).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite administrative
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet